



L'inquiétude des huissiers de justice roumains

Les agents bancaires de l'exécution représentent une menace réelle pour le service public de la justice en Roumanie.

Un séminaire organisé par le Conseil de l'Europe

Dans le cadre de son programme de coopération avec le ministère de la Justice roumain, le Conseil de l'Europe a organisé un séminaire sur l'exécution des décisions de justice en matière civile et commerciale les 19 et 20 novembre 2003 à Sibiu, en plein cœur de la Transylvanie. Ce séminaire a été l'occasion pour l'UIHJ de collaborer une nouvelle fois avec le Conseil de l'Europe par l'intermédiaire de ses membres Mathieu Chardon et Armando Oliveira, également experts au Conseil de l'Europe. La mission était organisée par M. Philippe Biju-Duval, membre du Conseil de l'Europe. Les experts du Conseil de l'Europe étaient Mme Geneviève Fiala (Suisse), M. Mathieu Chardon (France) et M. Armando Oliveira (Portugal).

Des agents bancaires au statut très particulier

Au cours de ce séminaire, les experts du Conseil de l'Europe et les membres de l'UIHJ ont appris l'existence d'agents bancaires chargés d'exécuter les décisions de justice rendues au profit des banques qui les emploient. En effet, la loi roumaine autorise les banques de confier à certains de leurs employés la possibilité de procéder à des mesures d'exécution forcée pour récupérer les sommes qui leur sont dues par leurs débiteurs. Ces dispositions apparaissent en contradiction avec les principes de neutralité et d'indépendance qui sont les traits fondamentaux des agents chargés de l'exécution en Europe.

Rappelons que la Recommandation Rec(2003)17 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe adoptée le 9 septembre 2003 établit des normes minimales concernant l'exécution des décisions de justice. Cette recommandation prévoit que



Une vue sur Sibiu - A view over Sibiu

les huissiers de justice doivent être objectifs dans leurs relations avec les parties. Dans sa note explicative, le Conseil de l'Europe indiquait que, dans les Etats membres dans lesquels les agents d'exécution servent d'intermédiaires entre les parties, les Etats sont aussi invités au Principe IV.4. à veiller à ce que ces agents soient professionnels dans leurs relations avec les parties et n'agissent pas de manière non objective. On peut légitimement se demander comment ces exigences peuvent être remplies lorsque l'agent d'exécution est un employé du créancier et non un professionnel indépendant.



*Les experts du Conseil de l'Europe - Council of Europe experts
Armando Oliveira, Geneviève Fiala, Philippe Biju-Duval, Mathieu Chardon*

*Une partie de l'assistance
Some participants*



Un préjudice considérable

L'UIHJ ne peut que déplorer l'existence de ces agents bancaires qui établit une véritable justice à deux vitesses en mettant à la disposition des banques des moyens dont ne peut pas disposer le simple citoyen, et porte ainsi préjudice aux huissiers de justice roumains. Souhaitons que l'Etat roumain saura remédier rapidement à cette situation inquiétante pour l'Etat de droit, à trois ans de l'entrée de la Roumanie au sein de l'Union européenne.



The consternation of the Romanian enforcement agents

Banking enforcement agents represent a real threat for the public justice service in Romania.

A seminar organised by the Council of Europe

In the framework of its programme of cooperation with the Romanian Ministry of Justice, the Council of Europe organised a seminar on the enforcement of legal decisions relating to civil and commercial matters on the 19th and 20th of November 2003 in Sibiu, at the very heart of Transylvania. This seminar was another opportunity for the UIHJ to collaborate with the Council of Europe through its members Mathieu Chardon and Armando Oliveira, who are also experts at the Council of Europe. The mission was organised by Mr Philippe Biju-Duval, member of the Council of Europe. The Council of Europe were Mrs Geneviève Fiala (Switzerland), Mr Mathieu Chardon (France) and Mr Armando Oliveira (Portugal).

Banking agents with a very particular status

In the course of this seminar, the experts of the Council of Europe and the members of the UIHJ learnt of the existence of banking agents charged with enforcing the legal decisions pronounced for the profit of the banks that employ them. Effectively Romanian law authorises banks entrust to certain employees the possibility of using excessive enforcement measures to recover the sums owed to them by their debtors.

These dispositions appear to go against the principles of neutrality and independence which are the fundamental traits of agents charged with enforcing legal decisions in Europe.

We should remember that the Recommendation Rec(2003)17 of the Committee of Ministers of the Council of Europe adopted on the 9th of September 2003 establishes the minimal standards concerning the enforcement of legal decisions. This recommendation IV.4 states that enforcement agents



Mme Emilia Braicău, présidente de la cour d'appel d'Alba Iulia
Mrs Emilia Braicău, president of the Court of Appeal of Alba Iulia

Valeria Puiu, directrice de la direction de la publicité mobilière, immobilière, des notaires publics et des huissiers de justice, ministère de la Justice
Valeria Puiu, director of the Directorate of the movable and immovable registries, public notaries and enforcement agents, ministry of Justice



Office de Me Cârja Ispas, huissier de justice à Sibiu
Office of Mr Cârja Ispas, enforcement agent in Sibiu



Tribunal de Sibiu - Court of Sibiu



must be objective in their relations with the parties concerned. In an explicative note, the Council of Europe indicated that, in member States in which the enforcement agents serve as an intermediary between the parties, the States are also invited, according to Principle IV.4. to ensure that these agents are professional in their relations with the parties and do not act in a non-objective manner. We can legitimately pose the question as to how these demands can be fulfilled when the enforcement agent is employed by the creditor and is not an independent professional.

Considerable prejudice

The UIHJ can but deplore the existence of these banker agents which establishes an undeniable 'two-speed' justice by providing banks with the means that a simple citizen does not have at his disposal, and is thereby detrimental to the Romanian enforcement agents. Let us hope that the Romanian State will rapidly take the necessary steps to rectify this disturbing situation for the constitutional state, three years before the entry of Romania into the European Union.



Le président de la République de Roumanie, Ion Iliescu, au symposium des huissiers de justice des 15 et 16 octobre 2004, à Sinaia

C'est une véritable prouesse qu'à réalisée Me Mihai Ducu, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie que de parvenir à placer la séance de clôture du colloque sous la prestigieuse présence du président de la République, M. Ion Iliescu.

Ce premier colloque international, boudé par le ministère de la Justice de Roumanie offrait, de la sorte, un curieux contraste avec la présence de délégations de France, Hongrie, Pologne, Slovaquie, conduites la plupart par les présidents des chambres nationales qui étaient accompagnés de personnalités de haute rang de leur propre ministère de la Justice.

L'huissier de justice dans le cadre de la société roumaine

Le thème « l'huissier de justice dans le cadre de la société roumaine dans la phase préparatoire à l'adhésion de la Roumanie dans l'Union européenne » adhérait bien à la situation actuelle de la Roumanie qui venait quelques jours auparavant, à Bruxelles, de passer avec succès l'écueil « d'admissibilité » aux critères d'adhésion, à l'exception de quelques réserves relevant, précisément, du domaine judiciaire.

La séance d'ouverture s'est déroulée sous la haute présidence de M. Gavril Josef Chiuzbaian, ancien garde des sceaux et président de l'Union nationale des juristes roumains avec, autour de lui, le président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie, M. Mihai Ducu, les présidents Iwona Karpiuk Suchecka (Pologne), Miklos Krejniker (Hongrie), Ladislav Agh (Slovaquie) outre Dariusz Potkanski, Jean-Paul Spinelli (France) et le président de l'UIHJ, Jacques Isnard.

De nombreux autres intervenants de grand talent ont aussi animé les débats dont M. Anton Fuduli, président de la cour d'appel de Contanza, le professeur Vlody Barbu et des experts du ministère de la Justice de Pologne et de Hongrie.

Le président de la République sensible aux travaux du colloque

Le président Iliescu, auteur d'un récent ouvrage « Intégration et mondialisation. L'approche roumaine », ne pouvait rester insensible aux travaux de ce colloque et c'est bien ce qu'il devait souligner au cours de son allocution :

« Je tiens à vous féliciter pour l'organisation de ce colloque où vous avez réussi à réunir de nombreuses délégations internationales autour d'un thème qui touche à la plus grande actualité puisqu'il concerne directement la restructuration de la société roumaine, qu'il s'agisse de la justice, de l'administration... Tout autant de sujets que la Roumanie doit prendre en compte pour son intégration dans l'Union européenne. »

Le purgatoire de l'Europe

Le président devait ensuite retracer le cheminement du peuple roumain vers l'intégration à l'Union européenne en rappelant que le processus avait été engagé voilà 15 ans, avec la Constitution de 1991 amendée en 1994. « Depuis 2003 nous sommes dans le purgatoire de l'Europe... Et la recherche d'une harmonisation pour adapter nos institutions au droit communautaire a créé bien des difficultés qui ne sont pas encore entièrement aplanies. »

S'agissant du domaine processuel et de l'exécution, le président Iliescu a souligné la nécessité pour la Roumanie de se coller aux structures européennes pour faciliter les relations avec l'Union européenne et poursuivre l'œuvre d'adhésion après le récent passage à Bruxelles. Il a salué la qualité de la manifestation et la présence des délégations internationales « qui ont connu des situations semblables à la nôtre. »



Ilion Iliescu, président de la république de Roumanie avec le président Isnard et Mihai Ducu, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie

Ilion Iliescu, president of the Republic of Romania, with the President Isnard and Mihai Ducu, president of the National chamber of enforcement agents of Romania

Des amis français

Enfin s'adressant à Me Isnard (en français) le président déclarait :

« Je vous remercie pour le soutien que vous avez apporté aux spécialistes roumains en cette matière. Les amis français ont toujours été nos amis et nous ont toujours soutenu dans notre action en faveur de notre adhésion à l'Union. »

Le président Isnard dans l'ultime allocution de ce symposium devait affirmer toute la sensibilité des organisations internationales à partager cette séance de clôture en présence d'une personnalité aussi éminente. Il soulignait la qualité des travaux « qui vous auraient sans doute beaucoup intéressés, M. le Président, puisque nous y avons parlé de l'Europe, de l'aménagement de l'Espace de Liberté de Sécurité et de Justice, mais aussi de l'adhésion et de l'intégration de la Roumanie... Autant de sujets qui, je le sais, vous sont chers. »

Hommage aux huissiers de justice roumains

Le président de l'UIHJ a tenu à cette occasion à rendre un hommage appuyé au président Ducu et aux huissiers de justice roumains en saluant l'immense travail accompli par nos confrères roumains pour se hisser au niveau de leurs collègues de l'Union européenne.

Ion Iliescu, Jacques Isnard



« La Roumanie entrera en 2007 dans l'UE, mais vos huissiers de justice ont accompli tout le chemin, puisqu'ils sont déjà intégrés au sein de l'UIHJ et continuent à progresser en participant ou organisant, comme aujourd'hui, des rencontres internationales. Vous pouvez, monsieur le président, être fiers de vos huissiers de justice, ils contribuent à représenter dignement la Roumanie dans le concert européen, même s'il subsiste au niveau interne de petits différends avec le ministère de la Justice qui devraient être aplanis grâce à la compréhension des autorités compétentes et à l'active coopération du président Ducu. »

Le président Ducu avait, en effet dans son intervention liminaire fait appel au président de la République pour solliciter son soutien dans le cadre du projet de loi, en discussion devant le parlement, qui postule pour la réorganisation partielle de la profession, alors même que celle-ci n'a pas été consultée, par le ministre de la Justice.

La maîtrise avec laquelle la profession a organisé une manifestation d'une telle ampleur, trois ans seulement après la création de l'huissier de justice dans ce pays, est particulièrement spectaculaire et démontre toutes les qualités de la chambre roumaine remarquablement animée par le président Ducu.

Jacques Isnard, Gavril Josef Chiuzaiban, Anton Fuduli





The President of the Republic of Romania, Ilon Iliescu, attends the enforcement agents' international symposium in Sinaia, 15-16 October 2004

Mr Mihai Ducu, president of Romania's National Chamber of Enforcement agents, has carried off a true feat by having the conference's closing session presided by President of the Republic Mr Ilon Iliescu.

This first international conference, snubbed by the Romanian Minister of Justice, was full of curious contrasts with the presence of delegations from France, Hungary, Poland, and Slovakia, who were for the most part lead by the presidents of their National Chambers, along with top-ranking members of their respective Justice Ministries.

The role of enforcement agents in Romanian society

The theme "The role of enforcement agents in Romanian society in the preparatory phase of Romania's European Union membership" was fitting, for only a few days earlier in Brussels, Romania had successfully passed over the step of "admissibility" to membership criteria, with some exceptions, specifically, in the judiciary sphere.

The opening session was presided by Mr Gavril Josef Chiuzaian, former Minister of Justice and president of the Romanian National Jurists' Union, and who was surrounded by the president of Romania's National Union of Enforcement agents, M. Mihai Ducu, presidents Iwona Karpiuk Suhecka (Poland), Miklos Krejniker (Hungary), Ladislav Agh (Slovakia) as well as Dariusz Potkanski, Jean-Paul Spinelli (France) and the president of the IUJO, Jacques Isnard.

Many other highly talented individuals participated in the debates, including Mr Fuduli Anton, president of the Contanza court of appeals, Professor Vlody Barbu, and experts from the Polish and Hungarian Justice Ministries.

The president of the Republic of Romania is sensitive to the work of the conference

President Iliescu, author of the recent work "Integration and Globalisation. The Romanian Vision", could not remain insensitive to the conference's work, which is exactly what he wished to highlight during his address:

"I wish to congratulate you for the organisation of this conference where you have succeeded in bringing together numerous international delegations around a common theme, a great matter of current events because it directly concerns the restructuring of Romanian society, whether in terms of justice, administration... A number of subjects that Romania must take into consideration for its integration into the European Union."

The European purgatory

The President then retraced the Romanian people's path to European Union integration, recalling the process that was launched fifteen years ago, with the 1991 Constitution, amended in 1994. "Since 2003, we are in European purgatory... and the search for harmony to adapt our institutions to Community law has generated some problems that have not yet been entirely ironed out."

Concerning processes and implementation, President Iliescu highlighted Romania's need to adhere to European structures to make relations with the European Union easier and to pursue work towards membership after the recent encounter in Brussels. He saluted the quality of the conference and the presence of international delegations "who have known situations similar to our own."



French friends

Finally, addressing Mr Isnard in French, the President declared:

"I thank you for the support you have given Romanian specialists in this field, "French friends have always been our friends have always supported us in our work towards membership in the European Union."

In the last address of this symposium, president Isnard affirmed the sensitivity of the international organisations present who shared this closing session in the presence of such an eminent personality. He emphasised the quality of the work "which would have undoubtedly been of great interest to you, Mr President, since we spoke of Europe, of the creation of the Space for Liberty, Safety and Justice, but also of Romania's adhesion and integration... many subjects which I know are very dear to you."

The impressive work of the Romanian enforcement agents

The president of the IUJO took this opportunity to pay homage to president Ducu and the Romanian enforcement agents by saluting the impressive work accomplished by our Romanian counterparts to rise to the level of their European Union colleagues.

"In 2007, Romania will join the EU, but your enforcement agents have already made it, since they are already a part of the IUJO and continue their progress by participating in or organising international meetings, as is the case today. Mr President, you may be proud of your enforcement agents, who contributed to representing Romania with dignity in Europe, even if at the internal level there are slight differences with the Minister of Justice which should be smoothed out thanks to the understanding of the competent authorities and with the active participation of president Ducu."

Indeed, President Ducu, in his preliminary intervention, called upon the President of the Republic for his support of the bill, under discussion before Parliament, which calls for the partial reorganisation of the profession, which hasn't even been consulted, by the Minister of Justice.

The profession's mastery in organising such a large-scale event, only three years after the creation of the enforcement agent profession in this country, is particularly spectacular and shows all the qualities of the Romanian chamber, which is remarkably lead by president Ducu.

Le château de Sinaia - The Sinaia Castle



Vue des Carpathes - View of the Carpathians mountains

